

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 26 JUIN 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Au Nord, la gauche anéantie**
- 2) **Cambadélis un OVNI**
- 3) **Le gouvernement promet des jours très difficiles**
- 4) **Il ne fait pas...**



Diez Gérard La Presse en Revue

### I) Dans le Nord, les socialistes sur un champ de ruines



Au siège de la fédération du Nord, les militants découvrent les résultats du premier tour de l'élection présidentielle. / Chibane/Voix du Nord/Maxppp

## **Le Parti socialiste a perdu tous ses sièges dans cette région, bastion historique de la gauche.**

**Ce délitement accéléré est en réalité le résultat d'un long processus.**

**Alors que se tient ce week-end le conseil national du parti, témoignages de socialistes nordistes et analyses.**

Un rire nerveux en guise de première réaction. La situation du PS dans le Nord ? « Il vaut mieux en rire qu'en pleurer », lâche Jérémie Meurisse, secrétaire de la section socialiste de Tourcoing. Après avoir perdu des bastions comme Roubaix et Tourcoing aux municipales et la région en 2015, le PS se voit privé, dès le premier tour, de toutes les circonscriptions qu'il détenait sur ce territoire. Un choc d'autant plus brutal que, dans le Pas-de-Calais, les affaires politico-financières ont laissé des traces. Et la fédération du Nord, tiraillée entre les partisans de Martine Aubry et de Patrick Kanner, en faillite à la suite des échecs électoraux successifs, tente désormais de renflouer ses caisses en vendant une partie de son siège.

Les troupes n'ont donc pas le moral. « Depuis la fin du gouvernement Jospin, le Parti socialiste ne travaille plus. C'est un parti paresseux. Ça ne veut pas dire que les gens ne sont pas compétents mais ils ne produisent plus d'idées », juge Jérémie Meurisse. « Dans le Nord, la tradition du socialisme municipal est plus forte qu'ailleurs. On s'est enfermé sur la gestion locale », poursuit-il.

La claque des législatives, Rizlene Hennach a « énormément de mal à (s)'en remettre ». La secrétaire de section de Lezennes pensait que la députée de sa circonscription, Audrey Linkenheld, serait en capacité d'être réélue. Mais cette figure montante n'a même pas réussi à se qualifier pour le second tour. Le siège a été décroché dimanche par l'insoumis Ugo Bernalicis. « Les gens restent à gauche, c'est plutôt rassurant », relativise Rizlene Hennach.

Alain Cacheux, ancien député et adjoint de Pierre Mauroy ne cache pas non plus sa déception. « Le PS est depuis trois ans dans un processus d'autodestruction », déplore-t-il en évoquant les frondeurs. Pour la première secrétaire de la fédération, Martine Filleul, la décomposition est notamment due à la « situation de crise aiguë que connaît le département ».

Le délitement accéléré de ces cinq dernières années est en réalité en germe depuis bien longtemps. « Le PS ne tenait que par les institutions qu'il possédait. En 2012, il avait tout ici. C'était assez trompeur car il n'était plus qu'un parti d'élus », analyse Rémi Lefebvre, professeur en science politique à l'université de Lille 2, qui avait été l'un des candidats pour prendre la tête de la fédération. Tout le tissu associatif longtemps dépendant du parti s'est professionnalisé dans le courant des années 1990.

« Avant, à Lille, il y avait par exemple des boulangeries qui étaient tenues par les syndicats », rappelle Fabien Desage, maître de conférences en science politique à Lille 2. « Parfois, des clubs de sport s'affichant socialistes, comme il y en avait des catholiques dans le bassin minier, ont été repris en charge par les municipalités. Aujourd'hui, le lien qui unissait une représentation politique avec une activité est beaucoup moins clair dans l'esprit d'habitants, notamment ceux des quartiers populaires. »

Par ailleurs, le réseau enseignant, véritable force pour le parti dans la région, s'est progressivement désengagé. « Dans les villages, les Amicales laïques, souvent tenues par des professeurs, qui regroupaient plusieurs activités comme le sport, la danse, ont disparu dans les années 1990 », précise Grégory Hû, docteur à l'université de Strasbourg.

Le PS s'est aussi professionnalisé, n'a plus recruté dans ce vivier enseignant. « Son renouvellement s'est fait de manière endogène. Les électeurs n'ont pas changé mais c'est le personnel politique qui a évolué : il ne sait plus parler au peuple », assure le chercheur.

« Le PS c'est un peu l'arroseur arrosé. Depuis quelques décennies, il a arrêté de cibler les catégories populaires, considérées en quelque sorte comme perdues pour essayer de construire un soutien autour de nouvelles classes moyennes, libérales. Mais il s'est fait prendre cet électorat par En marche ! », détaille Fabien Desage qui a démontré avec Tristan Haute comment l'effondrement du PS ravive le vote de classe (1).

Les socialistes se retrouvent désormais face à un champ de ruines. « Il faut entrer dans une construction positive, estime Rizlene Hennach. Il ne sert à rien de regarder en arrière, de trouver un bouc émissaire. On n'a plus temps. »

Alban de Montigny

[la-croix.com](http://la-croix.com)

**LACROIX**

## **II) Au PS, le renouvellement est-il en marche ?**



© GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Cambadélis désintégré, Hamon isolé, Valls ostracisé... Le Parti socialiste se cherche des têtes de pont, après des élections présidentielle et législatives qui l'ont laissé en miettes. Conscient de ses difficultés, le PS a repoussé son congrès au printemps 2018 pour laisser à chacun le temps de s'organiser. Et en particulier pour laisser à de nouveaux leaders le temps d'émerger, de se faire un nom, et d'incarner un nécessaire renouvellement en ces temps de profonde recomposition politique.

Dans la cacophonie ambiante, entre absence de chef, créations de nouveaux courants, mésententes à l'Assemblée et déficit de notoriété, c'est compliqué. Le Conseil national prévu samedi doit dessiner les contours de la direction collégiale qui tiendra le parti jusqu'au congrès. Face à la multiplication des initiatives, il s'annonce des plus mouvementés.

### **Un nouveau souffle venu de l'Assemblée ?**

L'avantage, pour les plus optimistes des socialistes, c'est qu'avoir subi une déroute aux législatives permet d'avoir peu de députés à mettre en avant. Et ainsi d'être mieux à même de se faire connaître par l'opinion. D'autant qu'à l'Assemblée, la petite trentaine d'élus PS, Stéphane Le Foll excepté, n'est pas encore franchement connue. Puisqu'ils ne veulent pas de Manuel Valls et que Le Foll n'a pas candidaté, ils doivent se trouver un leader. Ce pourrait être Olivier Faure, 48 ans, réélu jeudi président du groupe à l'Assemblée, un poste qu'il occupait déjà depuis le 13 décembre 2016.

Sauf que le député de Seine-et-Marne se trouve déjà devant un défi de taille : faire parler les membres de son groupe d'une même voix. Cela paraît mal parti, entre ceux qui ont prévu de ne pas voter la confiance à Edouard Philippe le 4 juillet prochain, ceux qui veulent s'abstenir - c'est la ligne d'Olivier Faure - et ceux qui ont prévu de dire oui au Premier ministre. Parmi ces sociaux-démocrates-convaincus se trouvent Guillaume Garot, 51 ans, ou Olivier Dussopt, 38 ans seulement. Lequel a donc vocation à représenter le futur du PS. Le député de l'Ardèche a récemment déploré à demi-mots sur Twitter l'absence de renouvellement au sein du PS



Olivier Dussopt @olivierdusopt  
Benjamin de l'AN et donc du groupe des @socialistesAN en 2007, je redeviens benjamin du groupe en 2017. 10 ans apres...🤔🤔#rajeunissement

### Des initiatives éparpillées

D'autres (relativement) jeunes pousses du PS ont déjà pris des initiatives pour tenter de prendre la main. Matthias Fekl et Najat Vallaud-Belkacem, tous deux ministres dans le dernier gouvernement, tous deux âgés de 39 ans, ont ainsi publié une tribune dans Le Figaro le 21 mai dernier. L'objectif : "réinventer la gauche de demain". Le problème, c'est que les deux ont été battus lors des dernières législatives, à plate couture qui plus est. Et la pétition lancée sur change.org en parallèle de la tribune ne prend pas vraiment. Vendredi à 17 heures, elle comptant 1.916 signataires. Tout sauf une lame de fond.

L'initiative la plus récente date de vendredi. Elle est le fruit des fidèles d'Arnaud Montebourg. Orphelins de leur chef, retiré des affaires, au moins momentanément, ils n'ont pas renoncé à prendre une place dans la reconstruction du PS. Si possible en le ramenant vers la gauche. Les tenants de cette "gauche nouvelle", construite sur les ruines de l'éphémère "Projet France", créé en 2016 par l'ex-ministre de l'Economie, ne sont pas forcément des petits jeunes, mais ils sont suffisamment inconnus du grand public pour plaider le renouveau. Les quelque 700 signataires du texte sont emmenés par François Kalfon, 49 ans, et Yann Galut, ex-député du Cher, 51 ans. Pour la politique, c'est jeune, mais pas juvénile.



≡ Arnaud Montebourg @montebourg

Bon vent à la Gauche nouvelle, c'est autre chose que le Projet France mais je leur souhaite bonne route.

### Les ténors n'ont pas dit leur dernier mot

Mais si la jeune génération peine à apparaître, c'est aussi que les anciens ont du mal à lâcher la bride. Certes, Jean-Christophe Cambadélis a démissionné de son poste de premier secrétaire, mais il n'avait pas vraiment le choix. Benoît Hamon, battu aux législatives dans les Yvelines, n'a lui pas renoncé à capitaliser sur sa victoire à la primaire du PS, malgré sa claque au présidentielle. Il lancera le 1er juillet à Paris un "mouvement transpartisan à gauche". Rien n'a filtré sur les personnalités présentes, mais son camp promet des surprises.

Enfin, il y a "Dès demain", un mouvement porté par trois femmes pas franchement novices en politique : Martine Aubry, Christiane Taubira et Anne Hidalgo. Lancé dans Le Monde et soutenu par 160 signataires, dont des intellectuels et des artistes, ce mouvement d'innovation se donne pour objectif "d'identifier les solutions et les réussites locales, et de travailler à leur mise en œuvre à toutes les échelles de territoires : locale, nationale et européenne". Vaste programme qui, depuis, n'a pas été précisé.

Mais ces initiatives ne sont pas les seules. Rachid Temal, premier fédéral du Val d'Oise, a signé avec de jeunes homologues d'autres départements un appel à la refondation du PS. Henri Weber, membre du conseil national, s'est lui aussi fendu d'une tribune dans laquelle il s'interroge sur la renaissance de son parti et de la social-démocratie. Sans compter Stéphane Le Foll, qui compte lui aussi faire entendre sa voix. Bref, le Conseil national de samedi risque de virer au tohu-bohu. Dans lequel les jeunes auront probablement du mal à se faire entendre.

europel.fr



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## 1) Le numéro 3 du PS Christophe Borgel quitte la vie politique

Publié par midi-pyrenees-politiques-france3



Christophe Borgel, député de la Haute-Garonne et numéro 3 du PS. Photo MaxPPP/Padillat

C'était le premier et ce sera le dernier mandat législatif de Christophe Borgel. Battu aux législatives de 2017, l'ancien député de la Haute-Garonne renonce à tout mandat électif. Christophe Borgel se retire également de la vie interne du PS et abandonne le secrétariat national aux élections.

Après des mandats locaux et régionaux en Île-de-France, Christophe Borgel a débarqué en Haute-Garonne en 2012. Une arrivée polémique et qui a secoué le PS départemental. La circonscription d'accueil était initialement réservée à une femme. Mais, à l'époque, Christophe Borgel est le tout puissant patron des élections au PS. Spécialiste de la carte électorale, au cœur du dispositif des investitures, Christophe Borgel s'est imposé.

C'est une nouvelle venue en politique, la journaliste (LREM) Sandrine Mörch, qui a interrompu la trajectoire de Christophe Borgel.

Éliminé dès le 1er tour, le Monsieur Elections du PS décide donc de quitter la scène politique.

Christophe Borgel annonce à France 3 Occitanie qu'il reste un homme de gauche, avec des convictions, mais qu'il démissionne de son poste de secrétaire national et entame une nouvelle vie avec de nouveaux projets professionnels.

Cette décision sera rendue officielle demain, samedi 24 juin, lors d'un bureau national du PS.

Laurent Dubois (@laurentdub)

[france3-regions.blog.francetvinfo.fr](http://france3-regions.blog.francetvinfo.fr)



## 2) PS : des proches d'Arnaud Montebourg veulent "inventer la gauche nouvelle"



Arnaud Montebourg en janvier 2017 / © PHILIPPE LOPEZ / AFP

Des proches d'Arnaud Montebourg publient un appel à "inventer la gauche nouvelle". L'objectif est de faire peser les idées de l'ex-député de Saône-et-Loire dans la reconstruction du PS.

Par avec AFP

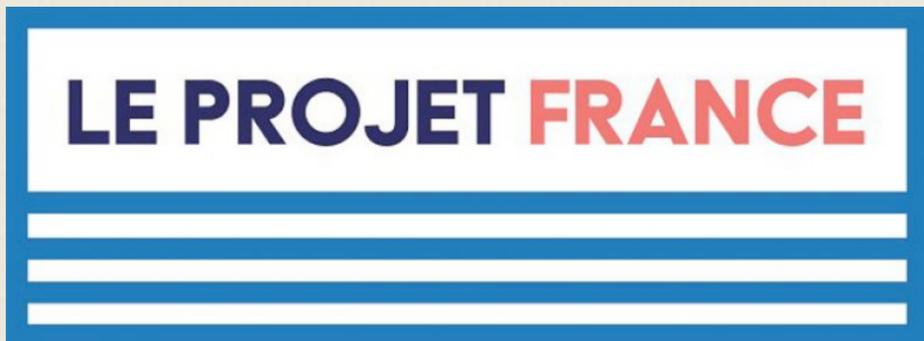
### "S'opposer à ce gouvernement qui est clairement à droite »

Le site internet "inventonslagauchenuvelle.fr" est lancé vendredi 23 juin 2017. "Il y a urgence à inventer la gauche nouvelle, en tournant résolument le dos à ce qui l'a conduite dans l'ornière : la dérive libérale, la démagogie, l'outrance, les guerres picrocholines entre égos ou bien son incapacité à proposer une nouvelle vision du monde", peut-on y lire.

Cet appel a déjà été signé par près de 700 personnes, dont Jérôme Durain, sénateur de Saône-et-Loire.

Il intervient à la veille du Conseil national du Parti socialiste, où sera débattue la question du vote de la confiance au gouvernement.

C'est un appel à une "clarification à gauche" dont le "premier acte" doit être de "s'opposer à ce gouvernement qui est clairement à droite", indique l'ex-député du Cher Yann Galut, co-fondateur du mouvement La Gauche forte. Il s'agit de "faire vivre" les idées portées par l'ancien ministre de l'Économie Arnaud Montebourg pendant la campagne pour la primaire de la gauche, explique pour sa part François Kalfon.



Le Projet France, site participatif d'Arnaud Montebourg / © leprojetfrance.fr

### Le "Projet France" est relancé

En marge de cet appel, les proches d'Arnaud Montebourg veulent relancer le "Projet France", le micro-parti que l'ancien ministre avait créé en 2016 en vue de la présidentielle, suite à son appel lancé sur le mont Beuvray en Bourgogne.

"On le relance, on le réanime, avec la bienveillance d'Arnaud Montebourg qui lui a pris du champ" et "n'a pas été à l'initiative de cet appel", même si "bien sûr, on ne l'aurait jamais fait sans son accord", précise Yann Galut. "Il a envie que ses idées vivent mais il est vraiment passé à autre chose", assure-t-il. Les idées portées par le candidat à la primaire, "on les met au pot commun" du PS, a ajouté

l'ancien député. "On est très humble, la reconstruction ne se fera pas les uns contre les autres", a-t-il indiqué.

De nombreux élus locaux figurent parmi les signataires, avec la volonté de "mettre en avant une nouvelle génération" qui doit avoir sa place dans la direction provisoire du parti, affirme aussi Yann Galut. "Il ne faut pas qu'il n'y ait que des anciens ministres, sinon ça n'a pas de sens."

*La direction collégiale intérimaire du parti doit être désignée le 8 juillet.*

[france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte](http://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte)



## III) Le gouvernement prépare l'opinion à des « décisions difficiles »



Bruno Le Maire, ministre du Budget. | AFP

**Les finances publiques seraient plus mal en point que prévu. Après le Premier ministre, dans un entretien exclusif accordé à Ouest-France ce matin, Bruno Le Maire, le ministre du Budget, annonce des décisions difficiles pour rester sous la barre des 3% de déficit.**

Les signaux se multiplient ce week-end : les finances publiques, sur l'état desquelles un audit sera rendu début juillet, seraient plus mal en point que prévu.

Le Premier ministre, Edouard Philippe, dans un entretien exclusif accordé à Ouest-France ce matin, a envoyé la première alerte.

### En attendant l'audit

« Le budget a été adopté avec un chiffre de déficit de 2,8 %. Ce qui permettait à la France d'afficher enfin qu'elle respectait ses engagements librement consentis » explique-t-il. Mais, « un certain nombre de décisions ont été prises alors que les financements n'étaient pas là. Il n'est pas du tout impossible que nous nous retrouvions, à partir de début juillet, non pas en dessous des 3 % mais au-delà. Je ne connais pas le chiffre, et attends l'audit de la Cour des Comptes que nous avons demandé. »

### Est-ce que ça remet votre projet en cause ?

« On a été élus sur un programme, l'idée, c'est de le mettre en œuvre. On va tenir les engagements. Ensuite, on regardera s'il faut jouer, d'ici la fin de 2017,

sur une réduction de dépenses et à quel niveau. »

## Pas d'impôt supplémentaire ?

« Pas d'impôt supplémentaire cette année, c'est notre engagement. C'est en 2018 qu'entreront en vigueur le financement de la baisse des charges des salariés et des indépendants par la CSG, et la suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80 % des Français pour favoriser l'emploi et l'investissement et redistribuer du pouvoir d'achat aux actifs. Il faut que le travail paie ! »

C'est ensuite le ministre du Budget, Bruno Le Maire, qui enfonce le clou. Dans un entretien au Figaro, il affirme: « **Les comptes publics sont dégradés. Le précédent gouvernement n'a pas budgété des dépenses quasi certaines, comme la recapitalisation d'Areva ( géant du nucléaire en difficulté , NDLR), et laissé filer la dépense depuis le début de l'année.** »

## Repasser sous la barre des 3% de déficit public

« **Baissons-nous les bras? Ou prenons-nous immédiatement des décisions nécessaires pour tenir les engagements du chef de l'État ? L' intérêt national impose de prendre ces décisions difficiles pour repasser sous la barre des 3% de déficit public** », estime le ministre, cinq semaines après sa prise de fonctions. Bruno Le Maire déclare que les mesures envisagées ne reviendraient pas uniquement à « colmater des brèches: nous prendrons des décisions très concrètes d'économies ». La maîtrise des déficits, « condition de notre souveraineté », est « impérative ».

Il confirme que le gouvernement lancera « **un plan de cession de certaines participations de l'État** ». « **Pourquoi rester actionnaire d' entreprises qui ne sont pas stratégiques?** », a-t-il demandé. « **La puissance publique garde sa pertinence dans des activités dont dépend notre souveraineté nationale: électricité , nucléaire, défense en particulier.** »

ouest-france.fr



Les députés La République En Marche se retrouvent en séminaire au Palais Bourbon samedi 24 et dimanche 25 juin. Au menu, du travail sur la ligne politique à tenir mais surtout le choix du président du groupe à l'Assemblée. Richard Ferrand a été adoubé par l'Élysée. L'ancien ministre de la Cohésion des Territoires a d'ailleurs officiellement quitté le gouvernement pour occuper cette fonction. Le député du Finistère a été l'un des premiers socialistes à rejoindre Emmanuel Macron dans sa marche vers le pouvoir.

C'est donc totalement logique que ce soit lui qui prenne la tête de la majorité présidentielle, selon Guillaume Vuilletet, député du Val-d'Oise. "C'est l'une des chevilles ouvrières de cette aventure assez extraordinaire que nous venons de vivre. Ça me paraît totalement cohérent." Pour le parlementaire, aucune hésitation au moment du vote. "Je n'ai même pas besoin d'avoir les yeux fermés pour voter pour lui." Une des cartes maîtresses dans la candidature de Richard Ferrand, c'est son expérience par rapport à ce groupe de parlementaires en grande partie novices puisqu'il a déjà effectué un mandat au palais Bourbon.

*Il sera très utile pour présider un groupe qui va devoir apprendre et travailler très vite*

**Guillaume Vuilletet, député du Val-d'Oise à franceinfo**

L'autre atout de Richard Ferrand, c'est sa très bonne connaissance du mouvement. Le numéro 2 d'En Marche a animé et structuré le parti et c'est lui qui a créé le réseau des élus. "Avant d'être nommé député, j'ai été responsable départemental", raconte Fabien Gouttefarde, élu de la 2e circonscription de l'Eure. "Il a eu mon CV entre les mains, il connaît très bien le groupe parlementaire donc je pense que ça pourrait être la personne idoine pour ce poste. »

## Une exemplarité écornée

Mais Richard Ferrand est également visé par une enquête préliminaire du parquet de Brest. L'ancien ministre de la Cohésion des territoires est soupçonné d'avoir accordé un avantage à sa compagne, lors d'une transaction immobilière en 2011. Avoir un chef sur lequel pèsent des soupçons d'abus de bien social n'enchant pas certains députés, à l'image de Fadila Khattabi, députée bourguignonne. "Nous devons être exemplaire. Nous ne pouvons pas nous permettre le moindre soupçon." La parlementaire LREM aimerait qu'il y ait d'autres candidats : "Ça serait très démocratique. C'est toujours bien d'aller au vote et c'est bien qu'il y ait plusieurs candidatures."

Richard Ferrand est pourtant le candidat désigné par Emmanuel Macron. Ce statut de candidat officiel peut se révéler gênant pour ces nouveaux députés qui entendent rompre avec les vieilles pratiques. Selon Damien Adam, député de la 1e circonscription de Seine-Maritime, ça n'empêchera pas le groupe de voter librement. "On n'est pas des godillots !, s'exclame-t-il. Il va y avoir un vote qui sera interne au mouvement et nous verrons bien si c'est Richard Ferrand ou un autre mais je pense qu'il est naturel que ce soit lui." D'après la direction de La République En Marche, plusieurs députés ont pris contact avec le mouvement pour savoir comment se porter candidat contre Richard Ferrand mais, selon nos informations, certains ont déjà renoncé.

francetvinfo.fr

## MAIS AUSSI

## 3) Le PS confirme sa position de parti d'opposition

Par Agence Reuters

**Les socialistes réunis samedi en conseil national ont adopté une résolution plaçant "clairement" leur parti dans l'opposition et appelant à ne pas voter la confiance au gouvernement d'Edouard Philippe, le 4 juillet prochain.**

**P**ARIS (Reuters) - Les socialistes réunis samedi en conseil national ont adopté



Richard Ferrand a été désigné par Emmanuel Macron pour être le chef du groupe La République En Marche à l'Assemblée nationale. (JACQUES DEMARTHON / AFP)



Julie Marie-Leconte franceinfo Radio France

une résolution plaçant "clairement" leur parti dans l'opposition et appelant à ne pas voter la confiance au gouvernement d'Edouard Philippe, le 4 juillet prochain.

La formulation retenue dans ce texte, approuvé à environ 85%, n'interdit donc pas aux députés qui le voudraient de s'abstenir.

"Nous nous situons (...) clairement dans l'opposition au gouvernement d'Edouard Philippe. Nous ne voterons pas la confiance à ce gouvernement", peut-on lire dans la résolution, reprenant le consensus qui a émergé mardi en bureau national.

"A l'exception de la loi sur la moralisation de la vie publique qui s'inscrit dans la continuité de ce qui a été réalisé lors du précédent quinquennat, le Parti socialiste ne peut pas se reconnaître dans les mesures annoncées ou déjà engagées", lit-on également.

La formation, sortie essorée de ses lourdes défaites à la présidentielle et aux législatives du printemps, ne dit pas pour l'heure quel sort pourrait être réservé aux parlementaires qui donneraient leur confiance au gouvernement.

Le PS ne compte plus qu'une petite trentaine de députés, soit environ dix fois moins que lors de la précédente législature.

#### 4) PS, PCF, Insoumis: trois groupes, trois ambiances

Par christophe Gueugneau

**La France insoumise et le PCF vont former chacun un groupe à l'Assemblée nationale. Un « comité de liaison » entre les deux est en discussion. Le groupe PS, quant à lui, a élu son président, Olivier Faure, mais ne devrait pas donner de consignes lors du vote de confiance, certains étant tentés par le pour, d'autres par l'abstention, d'autres par le contre.**

**L**a nouvelle Assemblée nationale s'est progressivement mise en place cette semaine. À gauche, les 17 membres du futur groupe de La France insoumise ont fait une entrée remarquée mardi, arrivant tous ensemble et criant « Résistance, résistance ! » sur le perron de la salle des Quatre Colonnes. Leur proposition de faire un groupe commun avec les 11 élus communistes a, en revanche, fait long feu. Les élus PCF ont opté pour un groupe à eux, ralliant pour cela, comme c'était le cas lors de la précédente législature, quatre députés ultramarins.

« Avec les Insoumis, il n'y a pas d'animosité », a tenté André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme et président du groupe GDR (Gauche démocrate et républicaine) sous la précédente législature. Sans convaincre grand monde. D'abord parce que son inimitié avec Jean-Luc Mélenchon, nouveau député marseillais et leader de La France insoumise, est connue de longue date – Chassaigne avait tenté en 2012 de présenter une candidature concurrente à celle de Mélenchon à la présidentielle –, ensuite, parce que les derniers jours montrent bien que l'entente n'était dès le départ pas possible.

Au soir du second tour des législatives, Jean-Luc Mélenchon voulait un groupe « cohérent, discipliné et offensif », même s'il se disait ouvert « à tous ceux qui veulent le rejoindre ». Au même moment ou presque, le Parti communiste publiait un communiqué dans lequel il se félicitait que le groupe GDR soit « le seul groupe parlementaire qui progresse ». Dès le lendemain, lundi 19 juin au matin, Alexis Corbière, nouveau député FI de Seine-Saint-Denis, évoquait la possibilité de faire de Jean-Luc Mélenchon le président du groupe insoumis. Corbière ajoutait : « Mais c'est juste une discussion. Si Jean-Luc ne le souhaite pas, on verra. » Pas vraiment négociable pour les communistes, donc.

<https://youtu.be/EYG-y1MMHjg>

Mercredi, après une première réunion des députés communistes, André Chassaigne annonçait lors d'une conférence de presse la création d'un groupe GDR, sur le même modèle que celui de la précédente législature – c'est-à-dire avec des députés ultramarins. « Nous avons effectivement 15 députés en mesure

de créer, de prolonger le groupe de la Gauche démocrate et républicaine », a déclaré André Chassaigne. Le matin même, Pierre Laurent avait préparé les esprits : « Nous ne fonctionnons pas pareil, y compris d'ailleurs dans le travail parlementaire et la relation au travail démocratique. »

D'autres facteurs semblent être entrés en jeu. Par exemple le fait que Mélenchon quittant le Parlement européen, il soit remplacé par la communiste Marie-Pierre Vieu, qui était seconde sur sa liste lors des dernières élections. Sauf que La France insoumise aurait plutôt souhaité que Vieu cède sa place au troisième de la liste, Manuel Bompard, ancien directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle et candidat malheureux à Toulouse lors des législatives. Marie-Pierre Vieu a refusé, s'attirant les foudres de Bompard, pour qui un accord avait été passé (lire ici son post Facebook).

D'autres considérations sont évidemment entrées en ligne de compte : comme par exemple la question de l'argent. Un groupe dispose en effet de plus de moyens. Sans compter un temps de parole, la participation à la conférence des présidents, qui fixe par exemple le calendrier. De fait, Isabelle Attard, députée sortante, battue dans le Calvados, expliquait pendant la campagne qu'il serait sans doute plus judicieux d'avoir deux groupes.



Les députés « insoumis » à l'Assemblée, mardi 20 juin © Mathieu Magnaudeix

Ce que confirme André Chassaigne sur France 3 jeudi : « Ce que l'on essaye de construire aujourd'hui, bien évidemment c'est deux groupes, parce que l'on pense que c'est comme cela, dans la diversité, que nous serons les plus efficaces. » Il s'exprimait quelques heures après une rencontre entre une délégation communiste et une délégation insoumise : pour les premiers, André Chassaigne, donc, et Djénane Toma, secrétaire générale du groupe, et pour les Insoumis, Éric Coquerel (député de Seine-Saint-Denis), Danièle Obono (députée de Paris) et Martine Billard (animatrice du comité électoral national de la FI).

« De notre côté, on a renouvelé notre proposition d'un groupe commun sur les marqueurs de la campagne : Jean-Luc Mélenchon en président du groupe, L'Avenir en commun [le programme de la FI – ndlr] comme cohérence, et que La France insoumise ne soit pas ramenée à un parti, raconte Éric Coquerel. Le PCF s'est prononcé pour deux groupes distincts, avec un espace de liaison entre les communistes de leur groupe – puisque le groupe GDR de l'Assemblée comprend aussi des ultramarins – et La France insoumise », poursuit le député. La proposition d'un comité de liaison n'a pas encore été acceptée par les Insoumis. Elle devrait être débattue par les 17 membres du groupes mardi prochain. Outre les députés élus sous l'étiquette FI, François Ruffin (Somme) et Clémentine Autain (Seine-Saint-Denis, porte-parole du parti Ensemble!) feront partie du groupe. Coquerel se veut compréhensif : « On est d'accord tous pour dire pas de concurrence ou de rivalité, mais taper le même adversaire, quoi qu'il arrive », explique-t-il. Avant de lâcher, un peu moins tendre : « Pour nous, objectivement, un groupe commun ou deux groupes, ça ne change pas grand-chose. On voulait tendre la main, mais ça n'empêche en rien le fait qu'on sera le groupe qui donne le la. »

Si le comité de liaison voit le jour, il y a de fortes chances pour que Stéphane Peu, communiste élu sous l'étiquette FI en Seine-Saint-Denis, y joue un rôle. En tant que candidat FI, il avait signé la charte, qui l'engageait notamment à siéger dans le groupe insoumis. Mais il a finalement opté pour le groupe formé par le PCF... Au grand dam de certains Insoumis sur Twitter.

#### Au PS, « contre le caporalisme »

Pendant ce temps-là, au PS, on fait contre mauvaise fortune bon cœur. On s'y

Le second tour des élections législatives a livré son verdict. Le parti de la République en Marche dispose d'une majorité absolue afin de mettre en place le projet du Président Macron ces cinq prochaines années. Même s'il est considérablement affaibli, le groupe socialiste entend être la sentinelle de gauche de la prochaine législature. Il se battra pour faire entendre la voix des plus faibles à l'Assemblée nationale.

Le second tour des élections législatives donne une majorité claire au parti de la République en Marche. La logique institutionnelle a pleinement joué et le Président de la République disposera des marges de manœuvre nécessaires à la mise en place de son projet.

Le parti socialiste connaît un recul historique mais demeure présent à l'Assemblée nationale grâce à de belles victoires notamment en Ile-et-Vilaine (François André), en Seine-et-Marne (Olivier Faure) ou en Seine-Maritime (Christophe Bouillon). Le nouveau groupe élira son président ce jeudi 22 juin. Olivier Faure a indiqué être candidat à sa propre succession.

Loin de tout populisme, les députés socialistes seront les alliés vigilants de la majorité. Sans cacher leurs désaccords, ils se mobiliseront pour la réussite du quinquennat.

Mais c'est l'abstention qui doit faire l'objet de toute notre attention. Moins d'un Français sur deux s'est rendu aux urnes. Cette désaffection des Français à l'égard du processus démocratique doit être à la base de la réflexion pour refonder le parti socialiste. Le groupe des députés PS contribuera à cette immense tâche : réconcilier les Français avec leurs représentants et reconstruire la gauche de gouvernement.

Le second tour des élections législatives a livré son verdict. Le parti de la République en Marche dispose d'une majorité absolue afin de mettre en place le projet du Président Macron ces cinq prochaines années. Même s'il est considérablement affaibli, le groupe socialiste entend être la sentinelle de gauche de la prochaine législature. Il se battra pour faire entendre la voix des plus faibles à l'Assemblée nationale.

Le second tour des élections législatives donne une majorité claire au parti de la République en Marche. La logique institutionnelle a pleinement joué et le Président de la République disposera des marges de manœuvre nécessaires à la mise en place de son projet.

Le parti socialiste connaît un recul historique mais demeure présent à l'Assemblée nationale grâce à de belles victoires notamment en Ile-et-Vilaine (François André), en Seine-et-Marne (Olivier Faure) ou en Seine-Maritime (Christophe Bouillon). Le nouveau groupe élira son président ce jeudi 22 juin. Olivier Faure a indiqué être candidat à sa propre succession.

Loin de tout populisme, les députés socialistes seront une force libre et indépendante qui affirmera ses positions au regard de ses valeurs : égalité, justice sociale et protection des plus démunis.

Mais c'est l'abstention qui doit faire l'objet de toute notre attention. Moins d'un Français sur deux s'est rendu aux urnes. Cette désaffection des Français à l'égard du processus démocratique doit être à la base de la réflexion pour refonder le parti socialiste. Le groupe des députés PS contribuera à cette immense tâche : réconcilier les Français avec leurs représentants et reconstruire la gauche de gouvernement.

Le communiqué du groupe socialiste du lundi 19 juin, à gauche dans sa première version, à droite dans sa seconde

efforce du moins. Le groupe ne compte plus que 32 députés, presque dix fois moins que lors du quinquennat Hollande. De grandes figures ont été balayées. Et le groupe va devoir batailler ferme pour se donner un semblant de cohérence.

Dès lundi matin, cette dernière a été mise à rude épreuve. En cause : un simple communiqué posté sur le site des députés socialistes dimanche soir. Une première version indique, à propos de la relation du groupe avec le nouveau pouvoir : « Loin de tout populisme, les députés socialistes seront les alliés vigilants de la majorité. Sans cacher leurs désaccords, ils se mobiliseront pour la réussite du quinquennat. » En clair, les députés PS semblent se préparer à soutenir Macron. Branle-bas de combat. Sur Twitter, certains s'en émeuvent. Le communiqué est rapidement changé. La phrase devient : « Loin de tout populisme, les députés socialistes seront une force libre et indépendante qui affirmera ses positions au regard de ses valeurs : égalité, justice sociale et protection des plus démunis. » Au passage, la signature de Manuel Valls parmi les députés PS a été retirée...

Le premier test sera le vote de confiance après le discours de politique générale du premier ministre Édouard Philippe, le 4 juillet. L'avantage du communiqué cité ci-dessus est qu'il laisse soigneusement ouvert le vote.

Le groupe PS ressemble en effet furieusement à un aréopage d'intérêts divergents. Entre Stéphane Le Foll, George Pau-Langevin, Ericka Bareigts et François Pupponi, totalement « Macron-compatibles », et Régis Juanico, Laurence Dumont ou Luc Carvounas, clairement opposés au président, le chemin d'une position commune semble long, escarpé, voire inexistant – ce qui explique sans doute qu'aucun des 19 députés PS contactés par Mediapart n'ait accepté de venir débattre sur notre plateau mercredi dernier.

Jeudi, la réélection d'Olivier Faure à la tête du groupe, par 28 voix contre 3 à Delphine Batho, a relancé la machine à consensus. Faure est favorable à l'abstention lors du vote de confiance. Un petit tiers des députés voterait contre (Régis Juanico, Luc Carvounas par exemple) et un autre petit tiers pour (David Habib, Olivier Dussopt).

Les éléments de langage jeudi étaient donc la volonté de « travailler ensemble, dans la collégialité » (Faure), de « ne pas être dans la caporalisation comme avant » (Juanico) ou encore d'être « contre le caporalisme » (Carvounas). En clair : chacun devrait pouvoir voter comme il l'entend le 4 juillet. Et tant pis si le bureau national du PS a décidé lundi de proposer samedi 24 juin, à l'occasion du conseil national, d'appeler à voter contre la confiance. « La discussion n'est pas achevée », veut croire Olivier Faure, pour qui la date du 4 juillet semble encore bien loin et « pas encore d'actualité ». « On est tous des députés libres », renchérit Régis Juanico, tandis que Luc Carvounas appelle à « respecter toutes les positions ».

Le groupe « socialiste, écologiste et républicain » devrait en tout cas changer de nom prochainement. À moins qu'il n'explode tout bonnement. Car un cas n'est pas encore réglé : celui de l'ancien premier ministre Manuel Valls. Élu contesté à Évry face à une candidate insoumise qui a promis un recours, Valls est pour l'instant seul au monde à l'Assemblée. Jeudi, Olivier Faure a insisté sur le fait que l'ancien premier ministre « a choisi un autre destin » et fait « des choix pas communs avec ce que nous portons ».

Valls serait tenté de rejoindre l'élus sans étiquette PS Olivier Falorni, qui essaye de constituer un groupe de « constructifs » – c'est-à-dire prêts à soutenir Emmanuel Macron – de gauche, sur le même modèle que les « constructifs » de droite, ces députés LR qui veulent travailler avec le nouveau pouvoir. Si Falorni parvient à rallier Valls, les quatre élus du PRG, voire ceux du Parti radical (valoisien) qui quitteraient l'UDI (ils sont sept), et pourquoi pas certains élus PS

prêts à voter la confiance, la création d'un groupe n'est pas impossible. Et l'avenir du groupe PS ressemblerait de plus en plus à celui du groupe EELV, qui a explosé au cours du précédent quinquennat.

mediapart.fr

## 5) Et Mitterrand créa la gauche, l'autre hold-up politique de la Ve République

**François Mitterrand s'emparait, en juin 1971, d'un Parti socialiste modelé pour la conquête du pouvoir. Quarante-six ans plus tard, la gauche est éclatée, le PS exsangue.**

le magazine du Monde Par Philippe Ridet



François Mitterrand, le 13 juin 1971, à la tribune du congrès d'Épinay. LATTES / GAMMA-RAPHO

À notre connaissance, il n'existe pas d'hôtel L'Orée du bois dans toute la banlieue nord de Paris. Y en a-t-il jamais eu ? Pourtant dans une lettre du 12 juin écrite à Anne Pinget au deuxième jour du Congrès de l'unité des socialistes à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), du 11 au 13 juin 1971, François Mitterrand (1916-1996) écrit : « Le soir dans mon hôtel de Montmorency, L'Orée du bois, je rencontre les minorités (Defferre, Cérés [Centre d'études de recherche et d'éducation socialiste], Mauroy, CIR [Convention des institutions républicaines] et nous convenons d'unir nos suffrages » (Lettres à Anne, Gallimard, 2016).

Pourrait-il alors s'agir du Robin des Bois, aujourd'hui baptisé Domaine de Châteauvert, une gentilhommière située au cœur de la forêt de Montmorency sur la commune de Piscop (Val-d'Oise) ? « C'est possible, explique la patronne. A l'époque il y avait plein de gens qui venaient. On a eu Coluche, Giscard, Nougaro. Mais Mitterrand, j'en ai jamais entendu parler. Mais ça veut

rien dire. Les gens venaient avec qui ils voulaient, leur maîtresse, leur amant. C'est très tranquille. »

Sur Internet, la photo d'un manoir flanqué d'une tourelle semble illustrer la description qu'en fait Jean-Pierre Chevènement. Dans son livre *Défis républicains* (Fayard, 2004), l'ancien ministre écrit, à propos de cette journée du 12 juin : « Assez tard Mitterrand me fit savoir que j'étais invité à une petite réunion discrète dans un pavillon de chasse au cœur de la forêt voisine. J'y vins avec les chefs du Cérés (...). Peinant à trouver notre chemin dans la forêt obscure, nous nous perdîmes en route et n'arrivâmes à destination que vers 11 heures du soir. »

La lumière des phares balaye la bâtisse. Les pneus crissent sur le gravier de la cour. Un film de Melville, un roman de Modiano ? Conciliabules. L'atmosphère est au complot. Ça tombe bien : c'est un complot, ourdi par celui qui est encore député non-inscrit de la Nièvre et ses complices qui vont s'emparer le lendemain du PS. Robin des Bois ? Un joli nom pour ce qui était, avant la naissance d'En marche !, le plus beau fric-frac politique de la Ve République.

### Une gauche minée par les rivalités

Si vous avez sous la main une carte des îles de la Sonde, c'est le moment de la consulter. A cette époque lointaine que les moins de 46 ans ne peuvent pas connaître, la gauche ressemble à cet archipel du Sud-Est asiatique, la moiteur du climat en moins.

Elle est éparpillée en une multitude de clubs, de petites boutiques, minée par les rivalités et les conflits de générations mais dominée par deux partis d'égale importance : l'ex-SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), dirigée par l'ancien président du Conseil Guy Mollet (1905-1975), et le Parti communiste français (PCF).

La longue guerre d'Algérie, le retour du général de Gaulle au pouvoir et l'adoption de la Ve République en 1958 ont atomisé les socialistes.

Dans ce paysage un seul homme surnage, cabossé mais pas trop : François Mitterrand. Lors de l'élection présidentielle de 1965, il est parvenu à mettre De Gaulle en ballottage, puis à unir sous la bannière de la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) les parlementaires appartenant à la SFIO, au Parti radical et à la CIR qu'il dirige.

En outre, il reçoit le soutien du PCF au second tour. Arrive Mai-68, qui donne d'abord un coup de vieux puis un coup de bambou à la gauche parlementaire. La droite triomphe aux législatives de juin. La FGDS explose mais Mitterrand est réélu député.

Un an plus tard, il caresse l'idée d'une nouvelle aventure présidentielle à la suite de la démission du Général, mais les sondages médiocres et l'hostilité de Guy Mollet le convainquent de renoncer. Il laisse prudemment Gaston Defferre (1910-1986) se fracasser dans ce combat. Mitterrand est indemne, mais il faut tout reconstruire. Cette fois, ce sera autour de lui et pour lui.

11 juin 1971. « Le chant du départ !... pour Epinay-sur-Seine où commence ce matin le congrès socialiste dont je pense, écrit le futur président de la République à Anne Pinget, qu'il peut changer toute la politique française. J'arrive vers 11 heures, j'y passe toute la journée. Il fait un froid de loup. »

Dans cette salle de sport où s'entrecroisent les lignes du terrain de basket, de handball et de volley, près d'un millier de délégués, représentants 97 000 mandats, sont réunis derrière de longues rangées de table, séparées par une travée médiane, et recouvertes d'un tissu rouge.

Ce passé chaotique, cette histoire tumultueuse de gauches irréconciliables, tous les congressistes l'ont en tête lorsqu'ils débarquent au gymnase Léo-Lagrange. Les Parisiens sont venus en voisins mais les provinciaux ont pour la plupart voyagé en train de nuit. Ils ont les yeux qui piquent.

### Sans alliance, pas de pouvoir

Sur une chose au moins, tout le monde est d'accord. Les socialistes savent que, sans alliance, ils ne prendront jamais le pouvoir. L'idée d'un rapprochement avec les centristes a fait long feu. Restent les communistes, ces faux frères. Mais à quelles conditions ?

Tout de suite et sans préalable, comme le souhaitent les marxistes du Cérés emmenés par Jean-Pierre Chevènement ? Après ce qu'on appelle un « dialogue idéologique » avec le PCF pour qu'il rompe avec Moscou en matière de politique étrangère et qu'il cède le pouvoir pacifiquement en cas d'alternance démocratique ? On n'est jamais trop prudent... Les lignes qui s'affrontent ne semblent pas irréconciliables.

La synthèse, point d'orgue des congrès socialistes, ne devrait pas être difficile à trouver entre les cinq principales motions débattues et votées dans les fédés.

Deux représentent la direction sortante : la O, signée notamment par Guy Mollet et Pierre Bérégovoy (1925-1993), a obtenu 33,6 % des mandats ; la M de Jean Poperen (1925-1997), 12 %. En face, les motions de l'opposition pèsent du même poids. La R de Defferre et Mauroy, appelée aussi « motion des Bouches-du-Nord », représente 28,6 %, la L de Louis Mermaz, 15,9 % et la P du Cérés, 8,6 %. Mitterrand, qui avance masqué, n'en a signé aucune. Pas besoin de calculette électronique (d'ailleurs, il n'y en a pas à cette époque) pour comprendre que personne n'a la majorité.

**« Le prétendu Nouveau Parti socialiste de Mollet, c'était de la couillonnade ! Nous avions 25 ans, 30 ans. On voulait un vrai changement. » Pierre Joxe**

« Un congrès de l'unité socialiste ? Quelle bonne initiative ! », se sont exclamés en chœur les responsables de la gauche non communiste lorsque François Mitterrand en a lancé l'idée, l'air de rien, un an auparavant. Qui se méfierait d'un homme qui semble se contenter de gérer sa petite Convention des institutions républicaines ?

Guy Mollet accepte, persuadé que ce sera l'occasion d'affirmer son leadership. Même si le vieux patron de la SFIO – rebaptisée Parti socialiste lors du congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969 – a laissé les rênes de premier secrétaire au pôle Alain Savary (1918-1988), c'est lui qui dans l'ombre tire les ficelles. Mais, revers de la médaille, il concentre aussi toutes les critiques. On lui reproche son passé de ministre et de président du Conseil de la IVe République, son soutien à la politique algérienne et au régime présidentiel de la Ve République. De plus, il est né avec le siècle ou presque.

Aujourd'hui encore, Pierre Joxe, 82 ans et chevelure léonine, qui nous reçoit dans son appartement dominant vertigineusement la Seine dans le quartier de Beaugrenelle, est lapidaire : « Savary était un type formidable, mais le prétendu Nouveau Parti socialiste de Mollet, c'était de la couillonnade ! Nous, on voulait un vrai changement. Pensez qu'à la SFIO, il y avait des gens qui avaient connu le Front populaire, et qui ne s'étaient pas remis du congrès de Tours [qui marqua la rupture entre socialistes et communistes] en 1920 ! Nous avions 25 ans, 30 ans. Une nouvelle génération a pris le pouvoir. »

Mais Mitterrand ? N'a-t-il pas été onze fois ministre sous la IVe ? N'a-t-il pas soutenu la politique algérienne de la France comme ministre de l'intérieur de Guy Mollet ? N'a-t-il pas ferrailé contre la Constitution de la Ve République, ce « coup d'état permanent » ? « La présidentielle de 1965 l'a ripoliné », s'amuse Pierre Joxe.



### Ecouter, consoler, conseiller

Dans le gymnase Léo-Lagrange, François Mitterrand s'est assis parmi les délégués de la Nièvre, comme s'il n'était qu'un participant comme les autres. Mais, depuis un an, il sillonne la France répondant aux invitations des

camarades pour présenter son livre d'entretiens avec le tout jeune Alain Duhamel, Ma part de vérité.

Discret mais actif, il a reçu dans son appartement du 4 de la rue Guynemer, près du jardin du Luxembourg, tous les principaux chefs de famille de cette gauche émietée. Il connaît leurs blessures secrètes, leurs impatiences, leurs frustrations.

Celles du centriste Gaston Defferre, le patron de la fédération des Bouches-du-Rhône, déçu de ne pas être mieux considéré ; celles d'un Pierre Mauroy (1928-2013), cheville ouvrière de celle du Nord, aux ambitions contrariées ; celles de Jean-Pierre Chevènement et des jeunes énarques marxistes du Cérés qui ont rejoint la SFIO dans le milieu des années 1960 avec le rêve de la prendre de l'intérieur et de la gauchiser. François Mitterrand écoute, console, conseille, étudie les failles et les forces, surveille en sismologue les lignes de fracture et les petites secousses.

Le 28 mai, une rencontre avec Alain Savary l'a définitivement convaincu que celui-ci ne ferait pas converger le PS à son avantage. « Langage incertain, écrit-il à Anne Pingeot. Il est lié au groupe Guy Mollet et n'ose s'en dégager. Nous n'avons rien à nous dire. »

Avec Chevènement, les rencontres sont plus fructueuses, que ce soit au domicile du fondateur du Cérés, rue Poulletier, où il déjeune d'un gigot trop cuit, ou chez lui. Ils se sont vus encore trois mois avant le congrès.

L'ancien maire de Belfort raconte cette entrevue dans Défis républicains et dans son bureau sur cour de sa fondation Res Publica, rue de Bourgogne à Paris. Au mot près, c'est le même récit : « Mitterrand me dit un jour, rue Guynemer : "Vous êtes, vous le Cérés, comme un corps franc opérant à l'arrière des lignes ennemies. Vous n'avez pas intérêt à vous faire prendre car vous serez fusillés". » Aujourd'hui, il ajoute ce drôle de commentaire à son récit : « Il parlait comme un général d'armée en 1940. » A Anne Pingeot pourtant, François Mitterrand confie ses doutes sur l'étrange attelage qu'il est en train d'assembler : « Comment faire avec nos contradictions de fond ? »

### Les voix ne se comptent pas, elles se pèsent

Pour l'heure, il importe de faire nombre. Chaque îlot de l'archipel socialiste a compté ses forces afin d'envoyer le plus de délégués possibles à Epinay, quitte à faire de la gonflette.

« Tout le monde a truqué ses chiffres », raconte Pierre Joxe qui en rigole encore. Membre du CIR, qui regroupe les mitterrandistes historiques (Georges Dayan [1915-1979], Roland Dumas, Claude Estier [1925-2016], Charles Hernu [1923-1990], André Rousselet [1922-2016], Edith Cresson, Elisabeth Guigou et un certain Gérard Collomb), il a gardé de son passé de syndicaliste étudiant les bons réflexes et les mauvaises manières.

Les voix ne se comptent pas, elles se pèsent. « Tout le monde a triché sur le nombre de ses adhérents, se souvient Pierre Joxe sans remords. Les adhésions et les chèques de cotisation arrivaient chaque matin par La Poste au domicile de Roland Dumas, sur l'île Saint-Louis à Paris. Il y avait des Picasso aux murs... J'attendais le facteur et j'ouvrais le courrier. En comparant le nombre d'adhérents annoncés et le total des cotisations, c'était facile de voir les entourloupes. Mais si les chiffres étaient faux, les proportions étaient exactes. »



François Mitterrand et Claude Estier, lors de l'ouverture du congrès, le 11 juin 1971. Rue des Archives/AGIP

Chèques et adhésions sont ensuite remis à Nicole Questiaux, qui les entasse dans des boîtes à chaussures. Cette femme fine et pâle est alors au Conseil d'Etat où Georges Dayan l'a repérée. Il faut une autorité, et si possible irréprochable, pour présider la délégation de l'unité des socialistes, la structure organisatrice du congrès.

A 86 ans, elle se souvient : « Georges Dayan est venu me voir en m'annonçant : "Nous voulons réunifier la gauche. Il nous faut quelqu'un pour chapeauter tout ça. On a bien pensé prendre un prix Nobel mais ça ne court pas les rues. Alors on s'est dit pourquoi pas un conseiller d'Etat ?" »

Nicole Questiaux, comme toutes celles et ceux de sa génération, a été « bouleversée par Mai-68 ». « Je n'en pouvais plus, dit-elle, de cette gauche et de cette droite. Alors je me suis mise au travail. Je voulais que ça marche. » Elle fait accepter par toutes les parties l'ordre du jour d'Epinay, les rapports de force établis selon des chiffres bidonnés. Le Nouveau Parti socialiste se voit attribuer 76 000 militants, le CIR 10 000, le Cérés 10 000 également. Un jour, François Mitterrand reconnaîtra devant Jean-Pierre Chevènement qu'il n'en avait pas plus de 500.

### L'avenir est soudain rayonnant

C'est le samedi 12 juin, au deuxième jour du congrès, que tout va se jouer. En apparence, le débat qui agite les congressistes est aussi sexy qu'une épreuve de figures imposées dans une compétition de patinage artistique.

Les délégués doivent décider sur quelle base sera déterminée la composition du futur bureau directeur du PS. Et c'est l'option soutenue par les amis de Mitterrand, le Cérés et les « bouches-du-Nord » (Pierre Mauroy et Gaston Defferre) – la proportionnelle intégrale – qui est adoptée. Les conjurés viennent de faire la preuve qu'ils pouvaient renverser la majorité. « Epinay ne fut pas un congrès idéologique. Ce fut un congrès politique, au sens stratégique et tactique », se souvient Louis Mexandeau, 85 ans, dans une contribution publiée par l'Institut François-Mitterrand.

Au soir de cette première bataille, dans la salle de restaurant du manoir de Piscop, il faut parler bas. Des clients dorment à l'étage, d'autres non, comme Jean Poperen « au sommet de sa forme » – selon le récit de Jean-Pierre Chevènement – qui « fait craquer le lit et le plancher » avec une jolie dame. « Il ne m'en a pas voulu de cette indiscretion, jure-t-il aujourd'hui. Ni sa veuve. Mais peut-être n'ont-ils pas lu le livre... »

On se congratule et on convient de remettre ça le lendemain lors du dernier assaut : le vote des motions finales. Tous sont bien décidés à refuser une synthèse qui diluerait leurs forces dans un accord d'appareil. « Tout le monde était d'excellente humeur », écrit encore Chevènement dans son style de mémorialiste. On mange des fraises à la crème. Au cœur de la forêt de Montmorency, l'avenir est soudain rayonnant.

On se quitte « sur la pointe des pieds pour ne pas réveiller Poperen ». Chevènement se retrouve à 5 heures du matin dans un troquet proche de la gare de l'Est pour commencer à rédiger la motion des comploteurs. François Mitterrand écrit dès l'aube à Anne Pingeot : « Il me faut convaincre 1 000 délégués en trente-cinq minutes dans trois heures. »

*« Nous avons une vitalité comparable à celle des "marcheurs" d'Emmanuel Macron. » Nicole Questiaux*

Le dimanche, deux camps se font cette fois ouvertement face. Celui du duo des sortants Savary-Mollet et celui des conspirateurs. L'un et l'autre disent la même chose : qu'il faut unir les socialistes et s'allier aux communistes. Mais, selon que l'un ou l'autre l'emporte, des hommes seront balayés et d'autres écriront l'histoire.

### Coups de bluff

A la tribune, François Mitterrand puise dans sa verve d'ancien avocat pour se faire le chantre de la rupture avec « toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes ». A la fin de l'envolée, il touche, ridiculisant les tenants d'une alliance graduelle et conditionnée avec le PCF : « Il n'y aura pas de gouvernement de gauche s'il n'y a pas de programme de gouvernement ! »

La salle vibre. Guy Mollet et Alain Savary encaissent le choc et demandent la réunion de la commission des résolutions pour accoucher d'une synthèse, seul moyen d'éviter de se compter et ainsi sauver sa place.

Mais les conjurés refusent une victoire partagée. Ils veulent tout, tout de suite. Mollet somme Mitterrand de montrer sa motion. « Elle est là », répond-il en tapotant la poche de sa veste, alors que Chevènement et ses amis planchent toujours sur sa rédaction.

Le temps s'écoule d'atermoiements en coups de bluff. Il faut passer au vote. Le texte de François Mitterrand et de ses amis remporte de justesse la majorité des mandats. Le PS – tel qu'on l'a connu jusqu'à aujourd'hui – et le mitterrandisme sont nés le même jour.



Au terme de la manœuvre, François Mitterrand gagne la bataille (ici, le 11 juin 1971, avec Georges Sarre, Pierre Mauroy et Pierre Joxe). Pierre Guillaud/AFP

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

A Suivre...  
La Presse en Revue

Lettre de François Mitterrand à Anne-Pingeot, datée du 13 juin 1971 : « Mon discours lie et emporte le congrès. Mouvement d'une rare intensité. Pourtant, j'étais fatigué. A peine dans l'action, tout est devenu facile (...). C'est gagné, donc les difficultés commencent. Je rentre à 2 heures du matin. Envie de penser à autre chose. De l'eau qui descend en torrent sur la roche. Du ciel profond. Toi près de moi, marchant parmi les herbes-fleurs de juin. Ton beau regard vert. Et la passion, le plaisir, la paix d'un après-midi de bonheur... »

Peu après, le 16 juin, il devient premier secrétaire du PS dont il n'était même pas membre une semaine auparavant.

Nicole Questiaux se souvient. Quarante-six ans plus tard, elle reste marquée, dit-elle, « par l'importance de ce qu'on a réalisé et l'atmosphère d'apparente futilité de cette période. On a eu notre moment d'histoire. » La futilité ? Sans doute cette atmosphère de joyeuse machination qui a entouré le congrès d'épinay. Le toupet, la jeunesse de quelques-uns mis au service de la vista stratégique et tactique d'un seul. « Nous avons une vitalité comparable à celle des "marcheurs" d'Emmanuel Macron », se rappelle-t-elle.

### Un archipel dont les îlots dérivent

On dit aujourd'hui que le PS serait mort. Que le phare de la gauche est définitivement éteint. Qu'il ne se remettra pas de son piteux échec aux dernières législatives.

Unie par Mitterrand et sa promesse de « changer la vie », la gauche est devenue un archipel dont les îlots dérivent. Pierre Joxe veut toujours croire à la résurrection, comme en 1971, avec un optimisme nuancé de lucidité. « Il y a encore des gens bien au parti, analyse-t-il. Le vrai problème, c'est le mélange des purs et des ambitieux. Les purs se fatiguent et s'en vont, les ambitieux se laissent corrompre. » Il ne donne pas de noms.

Jean-Pierre Chevènement, lui, a déjà prononcé l'oraison funèbre du parti d'épinay lorsqu'en 1983 il a démissionné de son ministère pour protester contre le tournant de la rigueur : « Le PS était déjà en porte-à-faux avec les promesses de son baptême. Ma tristesse est immense mais elle est ancienne », dit-il. Dehors, un orage de fin du monde s'abat sur la petite cour de la rue de Bourgogne.